



Paris, le 25 juin 2009

Département Action sociale, Éducative, Sportive et Culturelle
N/Réf : IV/SC – Note N°78
Affaire suivie par Isabelle VOIX

Note d'information à l'attention des Directeurs d'Associations départementales de maires

L'AMF étant très souvent sollicitée par des CCAS qui lui demande un modèle de délibération de refus d'instruire les dossiers de RSA, je vous adresse en pièce jointe un modèle de délibération.

Rappel de la réglementation

- La loi du 1er décembre 2008 (article L262-15 du CASF) a prévu que pour pouvoir procéder à l'instruction des demandes de RSA, le CCAS doit, par délibération de son conseil d'administration, décider de prendre cette compétence.
- Le décret du 15 avril 2009 laisse aux CCAS 18 mois à compter de la généralisation de la loi, soit jusqu'au 30 novembre 2010, pour prendre cette délibération indiquant qu'ils veulent instruire les dossiers de RSA.

Le décret prévoit également que pendant la période transitoire allant du 1^{er} juin 2009 au 30 novembre 2010, sauf délibération contraire, les CCAS reçoivent et instruisent les dossiers de RSA

La réglementation prévoit donc deux périodes consécutives :

- **La période transitoire allant du 1^{er} juin 2009 au 30 novembre 2010**, pendant laquelle les CCAS sont présumés instruire les dossiers. Ceux qui ne souhaitent pas instruire les dossiers doivent prendre une délibération indiquant leur refus. Cette délibération peut être prise tout au long de cette période.
- **A compter du 30 novembre 2010**, date à laquelle les CCAS qui souhaitent instruire les dossiers de RSA, doivent avoir pris une délibération indiquant qu'ils souhaitent prendre cette compétence.

Autrement dit, à compter du 30 novembre 2010, l'instruction des dossiers de RSA par les CCAS n'est plus automatique même si :

- les CCAS instruisaient précédemment les dossiers de RMI,
- les CCAS ont instruit les dossiers pendant la période transitoire.

Il est à noter que le refus par un CCAS d'instruire pendant la période transitoire ne l'empêche pas ensuite de prendre une délibération avant le 30 novembre 2010 indiquant qu'il souhaite prendre cette compétence.